

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2023

FNCIDFF
7, rue du Jura
75013 PARIS

FNCIDFF

7, rue du Jura - 75013 PARIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres de l'Assemblée Générale,

1 - Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Association, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société FNCIDFF relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

2 - Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de cette norme sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

3 - Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

4 - Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres de l'Assemblée Générale sur la situation financière et les comptes annuels.

5 - Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

6 - Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation.

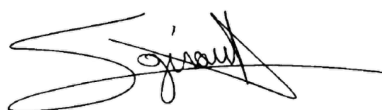
S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'S. Girault', with a long horizontal stroke extending to the right.

Serge Girault

BILAN ACTIF

FNCIDFF

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

ACTIF	Exercice du 01/01/2023 au 31/12/2023			01/01/2022 au 31/12/2022
	Brut	Amort. & Dépréc.	Net	
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilitisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et d'veloppement				
Donations temporaires d'usufruit				
Concessions, brevets et droits similaires	142 908	88 142	54 766	56 910
Autres				
Immobilitisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilitisations corporelles				
Terrains				
Constructions	2 508 798	2 463 437	45 361	49 472
Installations techn., mat'riel et outill. ind.				
Autres	191 681	126 698	64 982	48 597
Immobilitisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Biens reus par legs ou d. dest. à être cédés				
Immobilitisations financi'eres				
Participations et créances rattachées				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres	1 239		1 239	1 239
TOTAL (I)	2 844 625	2 678 277	166 348	156 218
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours				
Créances				
Créances clients, usagers et comptes ratt.	355 645		355 645	264 913
Créances reues par legs ou donations				
Autres	96 316		96 316	187 216
Valeurs mobili'eres de placement	395		395	395
Instruments de trésorerie				
Disponibilités	1 510 779		1 510 779	1 196 487
Charges constatées d'avance	10 705		10 705	10 213
TOTAL (II)	1 973 841		1 973 841	1 659 223
Frais d'émission des emprunts (III)				
Primes de remboursement des emprunts (IV)				
Ecarts de conversion actif (V)				
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	4 818 466	2 678 277	2 140 189	1 815 441

BILAN PASSIF

FNCIDFF

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

PASSIF	Du 01/01/2023 au 31/12/2023	Du 01/01/2022 au 31/12/2022
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	80 000	80 000
Autres	380 539	380 539
Report à nouveau	405 172	388 373
Excédent ou déficit de l'exercice	34 420	16 800
<i>Situation nette (sous total)</i>	<i>900 131</i>	<i>865 711</i>
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement		
Provisions réglementées		
TOTAL (I)	900 131	865 711
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	159 923	229 394
TOTAL (II)	159 923	229 394
PROVISIONS		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	39 197	45 913
TOTAL (III)	39 197	45 913
DETTES		
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières diverses	514	514
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	177 571	227 312
Dettes des legs ou donations		
Dettes fiscales et sociales	179 644	212 370
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	1 126	2 440
Instruments de trésorerie		
Produits constatés d'avance	682 083	231 787
TOTAL (IV)	1 040 938	674 423
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)	2 140 189	1 815 441

COMPTE DE RÉSULTAT

FNCIDFF
Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	16 470	16 670
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	10 616	15 145
<i>Dont ventes de dons en nature</i>		
Ventes de prestations de service	140 918	135 532
<i>Dont parrainages</i>		
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	1 863 497	2 060 408
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	11 298	11 761
Mécénats		178 940
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	209 364	
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	7 563	32 997
Utilisations des fonds dédiés	204 926	219 841
Autres produits	3 521	4
TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION (I)	2 468 173	2 671 297
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises et autres achats	486	4 955
Variation de stock		
Autres achats et charges externes	853 548	963 255
Aides financières	130	11 850
Impôts, taxes et versements assimilés	107 061	103 445
Salaires et traitements	962 161	955 256
Charges sociales	338 473	333 363
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	46 309	52 158
Dotations aux provisions		
Reports en fonds dédiés	135 455	229 394
Autres charges	5 048	13 564
TOTAL CHARGES D'EXPLOITATION (II)	2 448 671	2 667 240
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	19 502	4 057
PRODUITS FINANCIERS		
De participation		
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	15 710	1 806
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS (III)	15 710	1 806
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées		
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL DES CHARGES FINANCIÈRES (IV)		
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	15 710	1 806

COMPTE DE RÉSULTAT

FNCIDFF

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

	Du 01/01/23 au 31/12/23	Du 01/01/22 au 31/12/22
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (I - II + III - IV)	35 212	5 862
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	3 174	15 218
Sur opérations en capital		
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS (V)	3 174	15 218
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		60
Sur opérations en capital		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES (VI)		60
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	3 174	15 158
Participation des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)	3 966	4 220
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	2 487 057	2 688 321
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	2 452 637	2 671 521
EXCÉDENT OU DÉFICIT	34 420	16 800
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature		
Bénévolat	16 464	15 436
TOTAL	16 464	15 436
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens		
Prestations en nature		
Personnel bénévole	16 464	15 436
TOTAL	16 464	15 436
TOTAL	34 420	16 800

ANNEXE COMPTABLE

Annexes au Bilan et au Compte de Résultat

	Information		
	Produite	Non significative	Non applicable
PRÉSENTATION			
FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE	O		
RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES	O		
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	O		
ÉTAT DES AMORTISSEMENTS	O		
ÉTAT DES DÉPRÉCIATIONS			NA
PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	O		
CRÉDIT BAIL			NA
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			NA
ÉCARTS DE RÉÉVALUATION			
<i>Variations de la réserve spéciale de réévaluation</i>			
<i>Variations de la provision spéciale de réévaluation</i>			
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES STOCKS			NA
ACTIF CIRCULANT - ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES CRÉANCES	O		
EFFETS DE COMMERCE			NA
COMPTES DE RÉGULARISATION - ACTIF	O		
COMPOSITION DES FONDS PROPRES			NA
TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES	O		
<i>Var. des fonds propres avec la part liée à la générosité du public</i>			
TABLEAU DE SUIVI DES FONDS DÉDIÉS	O		
TABLEAU DES AVANTAGES ET RESSOURCES ÉTRANGERS			
LEGS, DONATIONS ET ASSURANCES-VIE			NA
CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS			
COMPTE DE RÉSULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION (CROD)			NA
TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES CR ET CROD			NA
COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTÉES AUPRÈS DU PUBLIC (CER)			NA
ÉTAT DES ÉCHÉANCES DES DETTES	O		
COMPTES DE RÉGULARISATION - PASSIF	O		
LES ENGAGEMENTS			NA
ANNEXE COVID-19			
DETTES LIÉES À LA COVID-19			
COMMENTAIRE			NA

FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31/12/2023 dont le total est de 2 140 188,85 Euros, et le compte de résultat de l'exercice dégage un excédent de 34 419,59 Euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

D'autre part, aucun fait significatif ne mérite une information particulière.

Par ailleurs, nous apportons des précisions concernant les faits suivants :

Préambule

Description de l'objet social de l'entité

Créée en 1972, la FNCIDFF contribue à développer l'égalité entre les femmes et les hommes en menant des actions propres à favoriser l'autonomie des femmes et à faire évoluer leur place dans la société et en relayant l'action des pouvoirs publics pour la mise en œuvre de l'égalité.

Description de la nature et du périmètre des activités ou missions sociales réalisées

La FNCIDFF fédère, coordonne et développe les 103 CIDFF - Centres d'Information sur les Droits des Femmes et des Familles (ainsi que leurs fédérations régionales), répartis sur l'ensemble du territoire. Elle soutient les CIDFF et les FRCIDFF dans leur développement, assure leur représentation nationale auprès des pouvoirs publics et porte à la connaissance de ces derniers les problèmes spécifiques exprimés par les femmes auprès des CIDFF. La FNCIDFF impulse le développement d'actions expérimentales dans les domaines concernés par les droits des femmes, des familles et dans la mise en œuvre de l'égalité.

Description des moyens mis en œuvre

Pour mener ses missions, la FNCIDFF propose à son réseau des actions de formations à destination des élu-e-s et des professionnel-le-s des CIDFF, produit des supports d'information (guides, brochures, dossiers, fiches techniques) à destination du public et des CIDFF, assure la gestion et l'évolution d'une base statistique nationale, propose et met en œuvre des outils de communication communs à l'ensemble de son réseau, développe la participation des CIDFF et des FRCIDFF à des projets financés sur des fonds privés (mécénat, fundraising).

RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- comparabilité et continuité de l'exploitation
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Les comptes annuels au 31/12/2023 ont été arrêtés conformément au plan comptable général défini par le règlement 2014-03 modifié de l'Autorité des Normes Comptables, complété du règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

Pour l'application du règlement relatif à la comptabilisation, l'évaluation, l'amortissement et la dépréciation des actifs, l'entité a choisi la méthode prospective.

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement), des coûts directement attribuables à ces immobilisations en vue de leurs utilisations envisagées.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif sur la durée habituellement admise.

Les durées d'amortissement retenues sont les suivantes :

- Logiciels : 3 à 5 ans.

IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, constitué de :

- leur prix d'achat (y compris droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux, escomptes de règlement),

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée d'utilité ou de la durée d'usage prévue :

- Agencement et aménagement des constructions	5 à 20 ans
- Matériels et outillages	5 à 15 ans
- Matériel informatique	3-5 ans
- Mobilier	3 ans

L'inventaire des immobilisations détenues par l'association n'a révélé qu'une seule immobilisation qui aurait pu faire l'objet d'une décomposition : l'immeuble.

Cependant, il est totalement amorti depuis 2014. En conséquence, aucune immobilisation n'a donc été décomposée.

Par ailleurs, une réflexion a été engagée par rapport à un déménagement du siège de l'association et une cession de l'immeuble afférent. La décision prise début 2024 par le Conseil d'administration n'a pas donné lieu à une modification du plan d'amortissement, compte tenu de la plus-value latente, de l'amortissement intégral de la construction et d'une valeur nette comptable résiduelle limitée pour les aménagements et agencements au 31/12/2023.

IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières concernent des dépôts de garantie versés.

CRÉANCES

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Les créances sont principalement composées du solde des subventions et du mécénat à recevoir, ainsi que des créances sur différents centres du réseau.

Depuis l'exercice 2020 et l'application du règlement comptable ANC 2018-06, les créances liées aux subventions et aux mécénats sont comptabilisées pour totalité du montant notifié, y compris lorsque la convention est pluriannuelle (en l'absence de clause(s) suspensive(s) non levée(s)).

INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES**Catalogues, imprimés, goodies**

Les dépenses relatives aux catalogues, imprimés, flyers, goodies, etc. sont enregistrées en charges de l'exercice au cours duquel ceux-ci ont été livrés à l'association.

Aucune CCA n'est constatée à la clôture de l'exercice en cas de stocks résiduels.

Fonds dédiés

Pour les projets financés par des fonds affectés, si les dépenses concernées n'ont pas été intégralement engagées sur l'exercice, des fonds dédiés sont enregistrés à la clôture.

Fiscalité

La gestion de l'association étant désintéressée et eu égard aux conditions d'exercice de ses activités, elle bénéficie du régime dérogatoire prévue par la réglementation fiscale (BOFiP - BOI-IS-CHAMP-10-50-10 et suivants). Ainsi elle n'est pas assujettie :

- A l'impôt sur les sociétés au taux de droit commun ;
- A la TVA ;
- A la CET.

De plus, pour ses activités lucratives accessoires, elle bénéficie de plein droit du régime de la franchise des impôts commerciaux.

Par ailleurs, l'association est soumise à l'impôt sur les sociétés au taux réduit pour les revenus patrimoniaux.

Subventions et concours publics

Les subventions de l'exercice 2023 se détaillent comme suit :

1/ Subventions de fonctionnement :

- Montant global : 1.623.306 €
- Autorités administratives : Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, Ministère de la justice, Ministère de l'Intérieur, Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, Ministère délégué chargé des Outre-mer, CNAF, ANRT

2/ Subventions liées à des projets

- Montant global = 240.191 €
- Autorités administratives : Secrétariat d'Etat chargé de l'égalité entre les femmes et les hommes, Direction générale de la cohésion sociale, Ministère de l'Intérieur, Ministère des Sports, Direction générale des étrangers en France, Conseil Régional d'Ile de France, l'ONU, la ville de Paris, Agence nationale de la cohésion des territoires, Ministère chargé des Outre-Mer notamment.

Les produits 2023 ci-dessus sont présentés en "net" des produits constatés d'avance" et hors impact des fonds dédiés de l'exercice.

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

Le montant des engagements au titre des retraites s'élève à 39.197 € au 31/12/2023. Ce montant a été calculé pour l'ensemble des salariés en s'appuyant sur les hypothèses suivantes :

- Méthode de calcul : rétrospective, avec prorata temporis par rapport à l'ancienneté
- Initiative de départ : salarié
- Age de départ : 64 ans
- Table de mortalité : table INSEE 2016-2018
- Taux d'actualisation : 3,1 %
- Progression annuelle des salaires : 2% constant
- Taux de rotation : 2% constant
- Taux de charges sociales : 49,5%.

Le montant de cet engagement est provisionné dans les comptes au 31/12/2023. La variation de l'exercice s'élève à -6.716 € (reprise provision).

L'association n'a procédé à aucun versement auprès d'une institution de gestion de ces prestations.

AUTRES INFORMATIONS**Cotisations**

Les cotisations des centres sont comptabilisées en produits d'exploitation de l'exercice.

Le fait générateur de la reconnaissance du produit correspond à l'émission de l'appel de cotisation adressé aux centres adhérents.

Contributions financières reçues

L'association bénéficie de contributions financières allouées par d'autres entités à but non lucratif. Ces ressources figuraient à tort sur la ligne "Mécénat" au sein du compte de résultat 2022. Cette information est à prendre en considération pour la comparabilité des produits d'exploitation entre 2022 et 2023.

Contributions volontaires en nature

L'association a bénéficié en 2023 de contributions volontaires en nature.

Il s'agit notamment de bénévolat de la part des membres du bureau (présidente, trésorier), pour un total d'heures de 595,5 heures au taux de 27,65 euros (base du SMIC augmenté de 60% + charges patronales), soit 16.464 euros. Ces sommes figurent en pied du compte de résultat.

Les autres contributions volontaires n'ont pas fait l'objet d'un recensement et ne font pas l'objet d'une valorisation et d'un enregistrement en comptabilité.

Loi sur le volontariat associatif

Les administrateurs de l'association sont bénévoles. Par conséquent, ils ne perçoivent pas de rémunération dans le cadre de leur mandat. Néanmoins, ils ont droit au remboursement des frais occasionnés par leurs activités de représentation de l'association.

Effectif permanent

L'effectif moyen de l'association est de près de 27 personnes pour l'exercice 2023.

Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 9.600 euros TTC pour l'exercice 2023.

Rémunération des dirigeants

Cette information n'est pas mentionnée dans la présente Annexe, car elle conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

Dons et AGP

L'association a bénéficié en 2023 de dons. Ces ressources ne sont pas ou peu collectées via un canal d'appel à la générosité du public au sens de la loi du 7 août 1991.

Bien que les ressources collectées au total dépassent le seuil 153 Keuros, eu égard aux modalités de collecte stipulées ci-avant, l'association n'entre pas dans le champ des obligations de la loi du 7 août 1991 (déclaration préfectorale, établissement d'un CER, etc.).

Rappel - Faits significatifs de l'exercice 2022

Afin de célébrer son 50eme anniversaire, l'association a organisé un festival à l'automne 2022, pour un coût total de près de 80 000 euros, entièrement financé par des dons, ventes de livres et goodies, subventions et mécénat.

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

CADRE A		IMMOBILISATIONS	V. brute des immob. début d' exercice	Augmentations	
				suite à réévaluation	acquisitions
INCORPOR.	Frais d'établissement et de développement	TOTAL			
	Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	143 762		21 480
CORPORELLES	Terrains		1 884 655		
	Constructions	Sur sol propre			
		Sur sol d'autrui			
		Inst. générales, agencés & aménagés construct.	624 143		
	Installations techniques, matériel & outillage industriels				
		Inst. générales, agencés & aménagés divers	85 056		11 448
	Autres immos corporelles	Matériel de transport			
		Matériel de bureau & mobilier informatique	86 502		23 512
		Emballages récupérables & divers			
		Immobilisations corporelles en cours			
		Avances et acomptes			
TOTAL			2 680 356		34 960
FINANCIERES	Participations évaluées par mise en équivalence				
	Autres participations				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts et autres immobilisations financières		1 239		
TOTAL			1 239		
TOTAL GENERAL			2 825 357		56 440

CADRE B		IMMOBILISATIONS	Diminutions		Valeur brute des immob. fin ex.	Réévaluation légale/Valeur d'origine
			par virt poste	par cessions		
INCORPOR.	Frais d'établissement & dével.	TOTAL				
	Autres postes d'immob. incorporelles	TOTAL		22 334	142 908	
CORPORELLES	Terrains				1 884 655	
	Constructions	Sur sol propre				
		Sur sol d'autrui				
		Inst. gal. agen. amé. cons			624 143	
	Inst. techniques, matériel & outillage indust.					
		Inst. gal. agen. amé. divers			96 504	
	Autres immos corporelles	Matériel de transport				
		Mat. bureau, inform., mobilier		14 838	95 176	
		Emb. récupérables & divers				
		Immobilisations corporelles en cours				
		Avances et acomptes				
TOTAL			14 838		2 700 478	
FINANCIERES	Particip. évaluées par mise en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts & autres immob. financières				1 239	
TOTAL					1 239	
TOTAL GENERAL			37 172		2 844 624	

(1) Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés

CADRE A	SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS TECHNIQUES			
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Amortissements début d'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortis sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	86 853	23 624	22 334	88 142
TOTAL	86 853	23 624	22 334	88 142
Terrains				
Constructions	1 884 655			1 884 655
Sur sol propre				
Sur sol d'autrui				
Inst. générales agen. aménag.	574 671	4 111		578 782
Inst. techniques matériel et outil. industriels				
Autres immobs corporelles	53 912	6 600		60 512
Inst. générales agencem. amén.				
Matériel de transport				
Mat. bureau et informatiq., mob.	69 049	11 975	14 838	66 186
Emballages récupérables divers				
TOTAL	2 582 287	22 685	14 838	2 590 134
TOTAL GENERAL	2 669 139	46 309	37 172	2 678 277

CADRE B	VENTILATION DES MOUVEMENTS AFFECTANT LA PROVISION POUR AMORTISSEMENTS DÉROGATOIRES						
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	DOTATIONS			REPRISES			Mouv. net des amortis fin de l'exercice
	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	Différentiel de durée	Mode dégressif	Amort. fiscal exceptionnel	
Frais d'établissement							
Fonds commercial							
Autres immobs incorporelles							
TOTAL							
Terrains							
Constr.							
Sur sol propre							
Sur sol autrui							
Inst. agenc. et amén.							
Inst. techn. mat. et outillage							
A. immo. corp.							
Inst. gales, ag. am div							
Matériel transport							
Mat. bureau mobilier inf.							
Emballages réc. divers							
TOTAL							
Frais d'acquisition de titres de participations							
TOTAL GÉNÉRAL							
Total général non ventilé							

CADRE C	Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Montant net au début de l'exercice	Augmentations	Dotations de l'exercice aux amortissements	Montant net à la fin de l'exercice
Frais d'émission d'emprunt à étaler					
Primes de remboursement des obligations					

ÉTAT DES CRÉANCES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES CRÉANCES		Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'un an
ACTIF IMMOBILISE	Créances rattachées à des participations			
	Prêts (1) (2)			
	Autres immobilisations financières	1 239		1 239
ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients	355 645	355 645	
	Créances rep. titres prêtés : prov. / dep. antér.			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	-855	-855	
	Impôts sur les bénéfices			
	Etat & autres			
	Taxe sur la valeur ajoutée			
	coll. publiques	21 233	21 233	
	Autres impôts, taxes & versements assimilés	66 700	66 700	
	Divers			
	Groupe et associés (2)			
	Débiteurs divers (dont créances rel. op. de pens. de titres) (3)	2 023	2 023	
	Charges constatées d'avance	10 705	10 705	
TOTAL		456 691	455 452	1 239
Renvois	(1) Montant			
	(2) des			
	(3) Créances reçues par legs ou donations			

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE

CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	10 705
Financières	
Exceptionnelles	
TOTAL	10 705

PRODUITS À RECEVOIR

Les produits à recevoir correspondent principalement à des des subventions à recevoir.

PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	15 340
Autres créances	68 541
Disponibilités	
TOTAL	83 881

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES

Variation des fonds propres	Solde à l'ouverture de l'exercice	Affectation	Augmentations	Diminutions	Solde à la fin de l'exercice
Réserves					
Réserves pour projet de l'entité	80 000				80 000
Autres réserves	380 539				380 539
Report à nouveau	388 373	16 800			405 172
Excédent ou déficit de l'exercice	16 800		34 420	16 800	34 420
TOTAUX	865 711	16 800	34 420	16 800	900 131

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

TABEAU DE SUIVI DES SUBVENTIONS D'EXPLOITATION

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Financements 2022-2023	229 394	81 552	204 926			106 020	
TOTAL	229 394	81 552	204 926			106 020	

Du 01/01/2023 au 31/12/2023

TABLEAU DE SUIVI DES CONTRIBUTIONS FINANCIÈRES D'AUTRES ORGANISMES

Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice montant global	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
			Montant global	Dont remboursements		Montant global	Dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Financements de 2023		53 903				53 903	
TOTAL		53 903				53 903	

ÉTAT DES DETTES À LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an & 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles (1)				
Autres emprunts obligataires (1)				
Emprunts & dettes à 1 an max. à l'origine				
etbs de crédit (1) à plus d' 1 an à l'origine				
Emprunts & dettes financières divers (1)(2)	514	514		
Fournisseurs & comptes rattachés	177 571	177 571		
Personnel & comptes rattachés	71 210	71 210		
Sécurité sociale & autr organismes sociaux	99 020	99 020		
Etat & Impôts sur les bénéfices	3 966	3 966		
autres Taxe sur la valeur ajoutée				
collectiv. Obligations cautionnées				
publiques Autres impôts, tax & assimilés	5 448	5 448		
Dettes sur immobilisations & cpts rattachés				
Groupe & associés (2)				
Autres dettes (dt det. rel. opér. de titr.)	1 096	1 096		
Dette représentative des titres empruntés				
Produits constatés d'avance	682 083	682 083		
TOTAUX	1 040 908	1 040 908		

- Renvois
- (1) Emprunts souscrits en cours d'exercice
 - Emprunts remboursés en cours d'exer.
 - (2) Montant divers emprunts, dett/associés

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE

Les produits constatés d'avance concernent la fraction des conventions pluriannuelles relative aux exercices suivants.

PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	MONTANT
Exploitation	682 083
Financiers	
Exceptionnels	
TOTAL DES PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	682 083

CHARGES À PAYER

CHARGES À PAYER INCLUSES DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	MONTANT
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	51 531
Dettes fiscales et sociales	101 127
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Autres dettes	
TOTAL DES CHARGES À PAYER	152 658

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTEES

REUNION DE L'ORGANE DELIBERANT RELATIVE A
L'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE
31 DECEMBRE 2023

FNCIDFF
7, rue du Jura
75013 PARIS

FNCIDFF

Siège social : 7, rue du Jura - 75013 PARIS

**Rapport spécial du Commissaire aux Comptes sur les conventions réglementées
Réunion de l'organe délibérant relative à l'approbation des comptes de l'exercice
clos le 31 décembre 2023.**

Aux membres de l'Assemblée Générale,

En notre qualité de Commissaire aux Comptes de votre association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

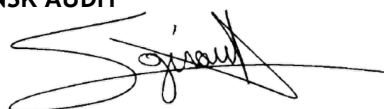
Notes de frais remboursées aux administrateurs

Le montant des frais de déplacement, de mission et de réception remboursés aux administrateurs au cours de l'exercice 2023 s'est élevé à 10.273,19 €uros.

Fait à Paris, le 31 mai 2024

Le Commissaire aux Comptes

NSK AUDIT



Serge Girault